Son Excellence David Dacko, Président de la République Centrafricaine

**Abandon d’une part importante des attributs et de la souveraineté au profit d’une Nation africaine plus grande et plus solide**

Que deviendrai la République Centrafricaine que je représente ici, qui n’est rien qu’un tout petit Etat comme la plupart des Etats africains sans économie prospère, sans industrie? Elle se trouve être par surcroît exposée à la subversion entretenu de l’extérieur qui pèse sur notre continent. Elle risquerait, hélas, de disparaître de l’échiquier politique mondial si elle n’appartenait pas à de grands ensembles fortement structurés…

Le Peuple centrafricain tout entier, tient lui aussi (et pourquoi pas) à son existence et à sa place dans le concert des Nations libres, et c’est pourquoi, ma délégation est arrivée ici, sans appréhension aucune, pleine de confiance et d’optimisme, décidée à œuvrer pour tout ce qui assurerait à l’Afrique et aux Etats africains une nécessaire émancipation harmonieuse et pacifique.

Déjà, dès 1958, la première Constitution nationale de mon pays entièrement inspirée par mon regretté prédécesseur, le feu Président Barthélémy Boganda qui croyait profondément en l’unité de l’Afrique, prévoyait l’abandon d’une part importante de ses attributs et de sa souveraineté au profit d’une Nation africaine plus grande et plus solide, ce qui explique le renoncement de mon pays à son appellation coloniale de «Territoire de l’Oubangui-Chari » en faveur de la République Centrafricaine, ouvrant ainsi la porte à d’autres Etats frères ne faisant pas partie du Bassin naturel du fleuve Oubangui.

Alors, on comprendrait aisément que c’est pour moi une grande joie et un grand honneur que d’assister à la naissance de l’Unité de notre continent, unité tant souhaitée par le Peuple centrafricain.

Monsieur le Président, si vous le permettez, je voudrais exposer ici un détail matériel mais non négligeable qui semble augurer des résultats positifs de nos travaux: l’organisation de notre conférence.

L’occasion m’est encore plus agréable d’adresser en mon nom personnel et au nom de la délégation centrafricaine à sa Majesté Impériale Haile Selassie 1er, au gouvernement et au Peuple éthiopien l’expression de notre profonde gratitude pour l’accueil chaleureux et les soins particuliers dont nous avons été l’objet. Je voudrais également à cette occasion, avec votre permission Monsieur le Président, exprimer solennellement toute ma profonde admiration pour Sa Majesté Impériale Haile Selassie 1er qui dans l’histoire du monde a déjà donné une leçon à tous les Africains. Oui, Sa Majesté Impériale, vous nous avez appris à être et à demeurer maîtres de notre continent et à refouler de celui-ci toutes les puissances étrangères. Mais hélas, vos cris ne pouvaient alors être entendus, votre exemple suivi, car la radio et la presse faisaient défaut à l’époque. L’administration coloniale, bien entendu, se gardait de donner une publicité à votre courageuse lutte pour la libération de l’Ethiopie. Aujourd’hui, sans hésitation et sans défaillance nous répondrons favorablement à votre appel, et nous sommes ici pour jeter les fondements de notre chère Unité…

Nous ne devons pas échouer et ma délégation souhaite quitter Addis-Abéba en rapportant non seulement de simples déclarations d’intentions, mais aussi et surtout des éléments concrets, des documents écrits et signés gages de notre ferme désir d’aboutir à l’idéal que nous nous sommes fixés.

Les principaux problèmes communs aux Etats africains ont été explicitement exposés et définis dans le discours d’ouverture de Sa Majesté, l’Empereur Haile Selassie 1er. Leur envergure dépasse le cadre restreint de nos Etats et nos préoccupations quotidiennes. Aussi, devons-nous plus que jamais concentrer nos efforts pour les résoudre avec objectivité en vue de parvenir à une Afrique unie et prospère.

Une Unité Africaine que nous sommes fermement décidés à réaliser et je n’en veux pour preuve que les déclarations des éminents chefs d’Etat et de gouvernement qui se sont succédés à cette tribune, cette Unité africaine, dis-je, doit, outre les institutions qu’elle se donnera, être l’arme efficace pour anéantir à jamais de notre continent la domination étrangère sous toutes ses formes.

Diverses thèses ont été exposées pour tenter de définir les structures de cette Unité. Pour ma part, je souscris à une formule réaliste se basant sur les fondements du respect réciproque de la souveraineté de tous les Etats. Il doit en être de même du respect de la personne humaine, et à ce titre toutes tendances au racisme et au régionalisme politiques parfois voilées par des croyances religieuses, sont à combattre et à écarter.

Tous ceux qui m’ont précédé à cette tribune ont condamné avec véhémence le colonialisme et ses méfaits. Je n’y reviendrai pas car je partage entièrement leurs opinions. Toutefois, je tiens à souligner que forts de la souveraineté de nos Etats et au moyen d’une action conjuguée, nous pouvons à jamais l’anéantir. S’il lui arrivait de ressusciter sur notre sol, ce serait bien de notre faute, et les générations futures ne nous pardonneront jamais d’avoir favorisé sa résurrection.

Dès à présent, il est de notre devoir de coordonner nos efforts et d’aider par tous les moyens nos frères des pays encore dépendants à se libérer de la domination étrangère.

Mais, aussi ferme que soit notre volonté d’atteindre l’Unité de l’Afrique, nos Nations respectives ont, individuellement ou groupées, signé des accords de coopération soit entre elles, soit avec d’autres puissances. Et à présent, il faut l’avouer, notre organisation administrative ou politique, économique et sociale, est dictée par ses accords de coopération. Nous ne saurions les dénoncer du jour au lendemain sans exposer l’Afrique à une crise générale dont les conséquences nombreuses, difficilement appréciables, seraient déroutantes. Et ce n’est pas là le but de notre mission à Addis-Abéba.

Aussi, conviendrait-il de bâtir notre Unité en partant des éléments vivants et cohérents qui existent déjà, tout en nous préoccupant des réformes substantielles à leur apporter pour les adapter à notre panafricanisme.

La République Centrafricaine pense qu’ainsi notre politique des grands ensembles sera réaliste et constructive, car elle n’aura pas seulement détruit, mais elle nous aura aidés à réviser notre régime actuel où dominent les séquelles du colonialisme.

En attendant cette mutation, ma délégation pense que la conférence peut déjà se prononcer sur la création d’un groupe africain et malgache à l’ONU, afin d’harmoniser notre politique étrangère et d’aider par la voie de la diplomatie les Etats encore dépendants à se libérer sans effusion de sang.

En plus de la Charte fixant le cadre de notre Unité dont je souhaite vivement l’adoption, la Conférence gagnerait à se pencher dès maintenant sur la nécessité de doter notre continent d’un Marché commun qui assurerait aux Africains la stabilité des cours de leurs produits.

Enfin, il a été agréable à la délégation de la République Centrafricaine de constater au cours des débats de cette conférence et pendant son séjour à Addis-Abéba que les dissensions opposant les leaders africains ne provenaient véritablement que des mécomptes et d’une opposition fictive entretenue par des puissances étrangères qui veulent leur division.

Du fond de mon cœur, je souhaite le rapprochement fraternel de tous les Etats africains.

Vive l’Unité africaine.